REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

PROJET DE LOI COMPLETANT L'ARTICLE 2 DE
LA LOI N° 89-32 DU 12 OCTOBRE 1989
MODIFIANT LA LOI N° 74-06
DU 22 AVRIL 1974 PORTANT STATUT DE LA
ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR

EXPOSE DES MOTIFS

Pour favoriser la création d'emplois, la loi n° 89-31 du 12 Octobre 1989 portant modification du Code des Investissements avait prévu l'octroi, aux entreprises admises au bénéfice des différents régimes dudit Code, d'une subvention égale au montant des impôts et taxes retenus à la source sur les traitements et salaires des employés.

Ce même avantage avait été étendu aux entreprises agréées et en activité dans la Zone Franche Industrielle par la loi n° 89-32 du 12 Octobre 1989 modifiant la loi n° 74-06 du 22 Avril 1974 portant statut de la Zone Franche Industrielle de Dakar.

L'article 2 de la loi n° 89-32 du 12 octobre 1989 est complété pour permettre la limitation de l'octroi de la subvention susvisée aux seuls emplois créés après agrément au bénéfice du régime de faveur.

Telle est l'économie du présent projet de loi soumis à votre approbation.

182029

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE
VIIIème LEGISLATURE

TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ANNEE 1993

RAPPORT FAIT AU NOM DE L'INTERCOMMISSION CONSTITUEE PAR
LES COMMISSIONS DES FINANCES, DES LOIS ET DU
TRAVAIL

SUR

LE PROJET DE LOI N° 26/93 COMPLETANT L'ARTICLE 2
DE LA LOI N° 89-32 DU 12 OCTOBRE 1993 MODIFIANT
LA LOI N° 74-06 DU 22 AVRIL 1974 PORTANT STATUT
DE LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR

PAR

COUMBA NDOFFENE BOUNA DIOUF

RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Députés,

L'intercommission constituée par les commissions des Finances, des Lois et du Travail s'est réunie le Vendredi 20 Août 1993 sous la présidence du Député Moussé Daby DIAGNE, Président de la Commission des Finances, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 26/93 complétant l'article 2 de la loi 89-32 du 12 octobre 1989 modifiant la loi 74-06 du 22 avril 1974 portant statut de la zone franche industrielle de Dakar.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mamadou Lamine LOUM, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan chargé du budget et par Monsieur Khalifa Babacar SALL, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec les Assemblées.

Dans l'exposé des motifs qu'il a présenté devant l'intercommission, le Ministre a indiqué que dans le cadre de la mise en oeuvre d'une politique tendant à favoriser la création d'emplois, la loi 89-32 du 12 octobre 1989 portant modification du Code des investissements avait prévu l'octroi aux entreprises admises au bénéfice des différents régimes dudit code d'une subvention égale au montant des impôts et taxes retenus à la source sur les traitements et salaires des employés. Le ministre a précisé que ce même avantage avait été étendu aux entreprises agréées et en activités dans la zone franche industrielle de Dakar. Pour permettre la limitation de l'octroi de la subvention susvisée aux seuls emplois créés après agrément au bénéfice du régime de faveur, il fallait compléter l'article 2 de la loi 89-32 du 12 octobre 1989.

Après l'exposé de Monsieur le Ministre, certains commissaires sont intervenus sur les points suivants :

- Quelles différences y a-t-il entre point franc et zone franche ?

.../...

- Ne convient-il pas, après des années d'existence, de faire le bilan de la zone franche ?

Le Ministre, dans ses réponses, a précisé qu'en fait la zone franche a été créée avant les points francs et que les textes sur les points francs renvoient à la zone franche. A propos de la seconde interrogation des commissaires, le Ministre a précisé que les zones franches coûtent de l'argent surtout avec la mise en disposition des terrains qui n'ont pas encore été payés. Le bilan est très négatif. Les avantages avaient été consentis avec la promesse que l'essentiel des produits des entreprises soit exporté, or tel n'est pas le cas. Concernant les points francs, il existe une tendance des entreprises à se mettre en points francs, ce qui génère des pertes importantes pour l'Etat. Par ce présent projet de loi, nous aurons la garantie de ne pas subventionner des emplois qui existaient déjà, c'est-à-dire avant l'agrément au bénéfice du régime de faveur.

Satisfaits de ces explications, vos commissaires ont adopté le présent projet de loi et vous demandent d'en faire autant s'il ne soulève de votre part aucune objection.

182029

L O I

COMPLETANT L'ARTICLE 2 DE LA LOI
N° 89-32 DU 12 OCTOBRE 1989 MODIFIANT
LA LOI N° 74-06 DU 22 AVRIL 1974
PORTANT STATUT DE LA ZONE FRANCHE
INDUSTRIELLE DE DAKAR

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance
du Mardi 24 Août 1993, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER : L'article 2 de la loi n° 89-32 du 12 octobre 1989
modifiant la loi n° 74-06 du 26 avril 1974 portant statut de la
Zone Franche Industrielle de Dakar est complété par les disposi-
tions suivantes :

"L'octroi de la subvention est limité aux seuls
emplois créés après agrément au bénéficiaire du régime de faveur".

ARTICLE 2 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 24 Août 1993

Le Président de Séance.

Cheikh Abdoul Khadre CISSOKHO